

Veillez apporter votre soutien à cette lettre en communiquant le nom de votre organisation et celui de votre pays à manicandan@gmail.com et à Pauline.Chase@world-psi.org en indiquant "Endorsement Trade letter to members of the WTO" comme objet de votre courriel.

Juin 2013

Chers membres de l'Organisation mondiale du commerce,

Nous, organisations soussignées de la société civile, qui représentons des centaines de millions de membres de par le monde, vous exhortons à abandonner les négociations d'un accord contraignant sur la facilitation du commerce (FC) en vue de la 9^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Bali. Des règles contraignantes sur la facilitation du commerce ne devraient être promues, ni au sein de l'OMC par ledit accord proposé, ni par d'autres voies telles que les accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, ou les accords de partenariat économique. Les pays en développement devraient pouvoir garder l'espace politique nécessaire pour adopter, à leur discrétion, des niveaux ou standards de protection plus élevés et des procédures douanières adéquates si et quand ils ont la capacité de le faire, en prenant en considération leur contexte de développement.

Pas d'évidence empirique de bénéfices pour les pays en développement : les partisans de la facilitation du commerce soutiennent que les pays en développement profiteraient même plus que les pays développés d'un tel accord. Mais cette assertion repose sur une base empirique faible. Bien au contraire, l'accord contraignant proposé est l'une des principales demandes des pays développés en vue de la ministérielle parce qu'il est dans l'intérêt de leurs multinationales.

Mieux vaudrait l'appeler un "accord sur la facilitation des importations": Un accord contraignant sur la FC à l'OMC exigeraient des pays en développement qu'ils mettent en œuvre toute une série de règles qui reflètent les pratiques actuelles des pays développés en matière de facilitation du commerce. Ceci ne répondrait pas au besoin pressant des pays en développement d'élargir leurs capacités productives et d'exportation. Ainsi, alors que les importations vers les pays en développement seraient facilitées par les nouvelles règles, il est difficile d'imaginer comment leurs exportations en seraient facilitées également. En fait, il serait plus juste d'appeler les règles sur la facilitation du commerce à l'OMC des « règles de facilitation des importations » pour les pays en développement. Ainsi, un accord sur la FC se traduirait probablement par une détérioration de la balance commerciale de nombreux pays en développement, qui conduirait à des difficultés de la balance des paiements qui souvent empirent l'endettement

Un modèle corporatiste : l'accord proposé sur la facilitation du commerce suit un modèle de globalisation corporatiste qui vise à augmenter le volume du commerce, au lieu d'atteindre des objectifs de développement partagés globalement, par le biais de règles qui facilitent l'utilisation par les pays de la politique commerciale pour leurs besoins et selon leur niveau de développement. En réalité, un accord sur la facilitation du commerce à l'OMC créerait de nouveaux marchés – notamment dans les douanes et le fret naval pour les multinationales. En même temps, il mènerait probablement à davantage de privatisation des ports, des opérations douanières et du fret naval qui laisserait peu ou pas de place aux opérateurs locaux et qui a déjà conduit à la perte d'emplois, à une pression à la baisse sur les salaires et à

l'érosion des droits syndicaux pour les travailleurs de ces secteurs publics. Un accord sur la FC augmenterait le commerce, qui est une cause importante d'émission de gaz à effet de serre qui contribue au changement climatique global.

Coûts non calculés: Alors que les pays développés promeuvent ledit accord comme étant « gagnant – gagnant », la plupart des coûts pour les pays en développement sont rarement inclus dans les études d'impact projetées. Par exemple, il y a d'importants coûts de mise en œuvre, de régulation, de ressources humaines et d'infrastructures associés à l'accord sur la FC proposé, dont certains sont récurrents et seraient imputés aux budgets nationaux, détournant ainsi les ressources disponibles des besoins de développement.

Perte d'un soutien budgétaire pour les priorités de développement : Un accord potentiel sur la facilitation du commerce risque aussi d'entraîner une perte irremplaçable de ressources par la perte des droits de douane. La part des revenus douaniers par rapport à l'ensemble des taxes est beaucoup plus élevée dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés (PMA) que dans les pays développés. La perte de ressources tarifaires aurait de sérieuses conséquences pour le soutien budgétaire national à des questions clé de développement telles que l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté. Réduire les budgets nationaux pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ne peut en aucun cas être considéré comme un résultat favorable au développement.

Empiètement sur l'espace politique et régulateur national : De surcroît, les termes de l'accord proposé sur la facilitation du commerce, tels qu'ils sont en train d'être négociés, mineraient la capacité de régulation des pays en développement. Les règles proposées élargiraient les possibilités des multinationales de faire du lobbying dans les processus législatifs nationaux et locaux. De plus, les règles qui seraient appliquées par un accord sur la FC offriraient beaucoup de place pour contester des règles, des lois et des procédures dans les Etats membres.

Erosion des droits des pays en développement et des PMA : Ce qui diminue encore davantage l'allégation de prétendus bénéfices pour les pays en développement est le fait que le texte en cours de négociation contient encore des déséquilibres patents. Les nouvelles règles sur la FC, qui sont poussées par les pays développés, ont avancé de façon significative et elles sont formulées dans un langage contraignant. Les négociations sur l'assistance technique et la création des capacités, qui sont au cœur du mandat de négociation original sur la facilitation du commerce (2004), ont été suspendues par les pays développés et elles sont actuellement formulées dans un langage non contraignant.

L'exercice d'évaluation des besoins des pays en développement est également utilisé comme un outil « d'évaluation de la conformité » pour pousser ces pays à accepter l'accord sur la facilitation du commerce, au lieu d'encourager les pays développés à augmenter leur aide technique et surtout financière.

Un accord sur la facilitation du commerce de l'OMC est différent des processus unilatéraux et volontaires : Les pays en développement peuvent tirer profit de procédures commerciales plus efficaces et transparentes. Mais la mise en œuvre unilatérale volontaire de lignes directrices sur les douanes non contraignantes et/ou la révision de la convention de Kyoto de l'Organisation mondiale des douanes, selon les priorités et les besoins nationaux, est de nature différente et a d'autres conséquences qu'un accord contraignant sur la FC qui

pourrait être appliqué par le biais du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Pire : ce dernier pourrait amener à des contre-mesures sectorielles croisées entre les pays, dont les effets pourraient être plus néfastes pour les économies les plus petites des pays en développement et des pays les moins avancés.

Ce qui doit être avancé : Au lieu de cela, toute discussion à l'OMC devrait se concentrer sur le redressement des déséquilibres historiques et d'asymétries à l'OMC pour donner plus de marge de manœuvre aux pays pour mettre en œuvre des solutions aux crises économiques globales. Le point de départ serait d'accepter l'importante proposition du groupe « G33 » des 46 pays en développement, qui vise à permettre aux pays en développement de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau domestique ; et de faire aboutir le paquet pour les PMA lors de la conférence ministérielle à venir. De plus, il ne serait pas trop tôt de réaliser un véritable progrès sur le traitement spécial et différencié et sur l'agenda de mise en œuvre, demandé depuis longtemps par les pays en développement. « L'agenda de revirement de l'OMC » du réseau Our World is not for Sale (OWINFS) esquisse aussi les changements politiques nécessaires pour amorcer le processus de transformation du système commercial global dans un sens qui promeut le développement durable et inclusif pour tous.

Cordialement

Signataires initiaux

	Réseaux internationaux et régionaux	
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organizations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range of civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	Africa Trade Network (ATN)	ATN was established in 1998 by TWN-Africa, and has over 25 members from 15 countries in Africa. The ATN has observer status with the African Union, and has provided a means of increased interaction between civil society groups and African governments, including the annual Conference of African Ministers of Trade.
3	ASIAN PEASANT COALITION (APC)	Represent more than 15 million rural members (e.g. landless peasants, peasant women, dalits, agricultural workers, fisherfolks, pastoralists, and rural youth) from 33 organizations from Bangladesh, India, Indonesia, Malaysia, Mongolia, Nepal, Pakistan, Philippines, and Sri Lanka, struggling for genuine agrarian reform and people's food sovereignty.
4	Asia Pacific Research Network (APRN)	APRN is a network of leading research NGOs in the Asia-Pacific. It is active in promoting exchange, coordination and capacity building support in research.
5	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	Dawn is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and

		democratic development.
6	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.
7	International Presentation Association (IPA)	The mission of IPA is to channel its resources to speak and act in partnership with others for global justice.
8	International Women's Alliance (IWA)	Global alliance of anti-imperialist grassroots-based women's organizations, institutions, alliances, networks and individuals committed to advancing national and social liberation.
9	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the LDCs.
10	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD), Americas	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
11	Réseau des plateformes nationales des ONG des pays de l'Afrique Centrale (REPONGAC)	Sur les questions de développement et les processus d'intégration régionale, ce réseau regroupe les plateformes nationales des ONG des pays suivants: Angola, Burundi, Cameroun, République du Congo, Gabon, République Centrafricaine, la RD du Congo, Rwanda et Tchad.
12	South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)	An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region.
13	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of globalization.

	Organisations nationales	Pays
14	11.11.11	Belgium
15	3rd ACP Civil Society Forum	Jamaica
16	Action for Change and Progress in Africa	Kenya
17	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
18	Alianza ONG	Dominican Republic
19	All Nepal Peasants Federation (ANPF)	Nepal
20	Alliance Pour La Reconstruction Et Le Développement Post-Confliit (ARDPC)	COTE D'IVOIRE
21	All Lanka Peasant's Front	Sri Lanka
22	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina
23	Association Commerciale, Agricole, Industrielle et du Service (ACAISA)	CAPE VERDE
24	Asociación de Iniciativas Populares Ditsö	Costa Rica
25	Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo (ANEC)	Mexico
26	Asociacion Nacional De Industriales De Transformacion, A.C. (ANIT)	Mexico
27	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
28	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
29	Berne Declaration	Switzerland
30	Bharatiya Krishak Samaj (BKS)	India
31	Bia'lii, Consultancy and Research, AC	Mexico
32	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
33	Cacid-Reseau Enda Tiers Monde	Senegal
34	Campaign for a Life of Dignity for All (KAMP)	Philippines
35	Central America Women's Network	UK
36	Centro de Estudios Sociales y Culturales	Mexico
37	Centre for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
38	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Tchad
39	Civil Society Bahamas	Bahamas
40	Civil Society Forum of Tonga - CSFT	Tonga
41	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
42	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE) - Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
43	Civil Society Platform "Action Développement et Intégration Régionale" (ADIR)	Burundi
44	Comité 1968 por las Libertades democráticas	Mexico
45	Comité du Forum Social Lémanique, Geneva	Switzerland
46	Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
47	Concertation Nationale des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
48	Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS)	Philippines
49	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
50	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD) du Congo Brazzaville	République du Congo Brazzaville
51	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC)	Cameron

52	Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA)	Central Africa Republic
53	Conseil National des ONGs de Développement (CNOGD)	RD Congo
54	Consumer Education Trust	Uganda
55	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
56	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
57	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
58	Council of Canadians	Canada
59	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
60	Diverse Women for Diversity	India
61	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	Zambia
62	Sindicato de Trabajadores del Instituto Nacional para el Desarrollo de Capacidades del Sector Rural (STINCA)	Mexico
63	Equity BD - Equity and Justice Working Group	Bangladesh
64	Fédération de Femmes Entreprenuers et Affaires de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
65	Federación De Trabajadores Del Agua Potable Y Alcantarillado Del Perú (FENTAP)	Peru
66	Federación Sindical Obrero Campesina De Quintana Roo	Mexico
67	FOCO - Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos	Argentina
68	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
69	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	São Tomé & Príncipe
70	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
71	Foundation for Research in Science Technology & Ecology	India
72	Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS)	Mali
73	Friends of the Earth	Ghana
74	Fronteras Comunes A.C.	Mexico
75	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
76	Governance Links Tanzania	Tanzania
77	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
78	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
79	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin
80	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
81	Initiative for Health & Equity in Society	India
82	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
83	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea Bissau
84	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
85	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (I.C.A.R.)	St. Lucia
86	Kalingo Carib Council	Dominica
87	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
88	Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP)	Indonesia
89	Kiribati Association of Non-Governmental Organisations (KANGO)	Kiribati
90	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
91	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
92	Lismore Presentation Sisters	Australia
93	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea

94	Malawi Economic Justice Network (national NGO platform)	Malawi
95	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
96	Mujeres para el Diálogo, AC	Mexico
97	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
98	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
99	National Association Of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
100	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe
101	National Council of NGOs	Kenya
102	National du Réseau des ONG de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
103	National Fisheries Solidarity Movement	Sri Lanka
104	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
105	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
106	Navdanya	India
107	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
108	Norwegian Trade Campaign	Norway
109	Pacific Network on Globalisation	Fiji
110	PANE & Cotonou Task Force	Ethiopia
111	Plateforme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
112	Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar	Madagascar
113	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
114	Port Louis Maritime Employees Association (PLMEA)	Mauritius
115	Presentation Congregation Queensland	Australia
116	Programme de Plaidoyer pour une Intégration alternative (PPIA)	Haiti
117	Red De Acción Ciudadana Frente al libre Comercio e Inversión	El Salvador
118	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Mexico
119	Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
120	Resistance & Alternatives	Mauritius
121	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
122	Roj Women's Association	UK
123	Roots for Equity	Pakistan
124	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
125	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
126	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisations (SUNGO)	Samoa
127	Serikat Perempuan Indonesia - Indonesian Women Union	Indonesia
128	Seychelles Civil Society Organisations (Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles - LUNGOS)	Seychelles
129	SHIRKAT GAH	Pakistan
130	Siembra, AC	Mexico
131	Sociedad Económica de Amigos del País (Economic society of friends of the country)	Cuba
132	Solidarité	France
133	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
134	Stichting Projekta	Surinam
135	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
136	The Asia Foundation	Timor-Leste
137	The Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda

138	The Green Economics Initiative	Pakistan
139	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
140	Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
141	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
142	Voice	Bangladesh
143	West African Women Association (WAWA)	Liberia
144	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent & The Grenadines
145	Women Across Differences (WAD)	GUYANA
146	Worldview	Gambia
147	Zambia Council for Social Development	Zambia